

**UNIVERSITE LOUIS PASTEUR
STRASBOURG I**

ANNEXE II

SITUATION FINANCIERE

Sommaire

I.	L'ANALYSE FINANCIERE DE L'ULP	3
I. 1.	COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE PAR LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	3
I. 2.	LE BILAN FONCTIONNEL	4
I. 3.	LA CONSTITUTION DE L'AUTOFINANCEMENT	5
I. 3. 1.	<i>La structure des produits d'exploitation montre une proportion moins grande des ressources propres</i>	<i>5</i>
I. 3. 2.	<i>Les charges de personnel augmentent</i>	<i>8</i>
I. 3. 3.	<i>L'EBE affiche une évolution heurtée de 2003 à 2006</i>	<i>9</i>
I. 3. 4.	<i>L'analyse du résultat d'exploitation</i>	<i>10</i>
I. 3. 5.	<i>La répartition des produits et charges de 2006 concourant au résultat d'exploitation</i>	<i>12</i>
I. 3. 6.	<i>L'analyse du résultat courant et du résultat exceptionnel</i>	<i>12</i>
I. 3. 7.	<i>La rigidité des charges de fonctionnement dépasserait 80 % dans le cas d'un transfert des crédits de titre II de l'Etat</i>	<i>13</i>
I. 3. 8.	<i>La capacité d'autofinancement diminue fortement en 2006</i>	<i>14</i>
I. 4.	LE NIVEAU ELEVE DES INVESTISSEMENTS SE MAINTIENT	14
I. 5.	L'EQUILIBRE FINANCIER GLOBAL MONTRE UN NIVEAU DE TRESORERIE ENCORE CONFORTABLE	16
I. 5. 1.	<i>Le fonds de roulement reste encore satisfaisant</i>	<i>16</i>
I. 5. 2.	<i>Le besoin en fonds de roulement diminue fortement en 2004 avant de se stabiliser ensuite</i>	<i>17</i>
I. 5. 3.	<i>Le niveau de trésorerie reste encore suffisant</i>	<i>18</i>
II.	L'ANALYSE FINANCIERE DU SAIC, ULP INDUSTRIE	19
II. 1.	COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE DU SAIC PAR LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	19
II. 2.	LE BILAN FONCTIONNEL SYNTHETIQUE	20
II. 3.	LA CONSTITUTION DE L'AUTOFINANCEMENT	20
II. 3. 1.	<i>La structure d'exploitation présente une augmentation des produits due à celle des subventions</i>	<i>20</i>
II. 3. 2.	<i>Les dépenses de personnel correspondent à 56 % des produits d'exploitation en 2006</i>	<i>20</i>
II. 3. 3.	<i>De l'excédent brut d'exploitation au résultat : une chute de plus en plus marquée</i>	<i>20</i>
II. 3. 4.	<i>La capacité d'autofinancement s'effondre</i>	<i>21</i>
II. 4.	LES INVESTISSEMENTS SE RALENTISSENT	22
II. 5.	LES CAPACITES DE TRESORERIE SONT EPUISEES	22
II. 5. 1.	<i>Le fonds de roulement ne correspond plus qu'à neuf jours de fonctionnement</i>	<i>22</i>
II. 5. 2.	<i>Le besoin en fonds de roulement diminue fortement en 2004 pour rester constant ensuite</i>	<i>23</i>
II. 5. 3.	<i>La trésorerie devient négative</i>	<i>23</i>

Préambule

Il paraît indispensable de rappeler l'environnement de l'Université Louis Pasteur (ULP) avant de procéder à l'analyse financière. Outre la connaissance des décisions de gestion dont l'exposé est fait en annexe budgétaire (cf. annexe I), certains éléments doivent être exposés dont la comptabilité garde la mémoire.

Le **périmètre financier de l'ULP** a évolué pendant la période considérée.

Comme mentionné dans le rapport de mission sur la gestion immobilière et financière des universités¹ : il existait au sein de l'ULP 14 laboratoires réalisant des prestations d'analyse médicale, regroupés sous l'appellation « **laboratoires universitaires d'analyses médicales** » (LUAM). Ils réalisaient un chiffre d'affaires de 27 M € en 2001, essentiellement avec les hôpitaux universitaires de Strasbourg (HUS) et employaient 305 ETP. A la suite d'un rapport de l'IGAS et de l'IGAENR de 2000, le gouvernement a décidé de transférer les activités d'analyses médicales au CHU. Le transfert, dont les modalités avaient été précisées par un échéancier, a été effectif au 01/01/2005. En contrepartie, une subvention annuelle de 4,57 M € est versée pendant sept ans à compter de 2003 pour équilibrer l'activité de recherche, privée des ressources de prestations de services (L'ULP prélevait 4 % sur les ressources des LUAM dont 1 % était reversé à l'UFR de médecine). Ces laboratoires étaient et sont encore gérés en service à comptabilité distincte (SACD).

Quatre autres activités sont gérées en 2006 en SACD, un service d'activités industrielles et commerciales (SAIC) dénommé ULP industrie et trois services communs, le Service interuniversitaire de médecine préventive et de promotion de la santé (SIMPS), le Service interuniversitaire des activités physiques et sportives (SIUAPS), le Collège doctoral européen en commun avec l'université Marc Bloch et l'université Robert Schuman (CDE).

Le centre d'analyse et de recherche (CAR) regroupait jusqu'en 2003 différentes structures relevant de l'UFR de pharmacie réalisant des prestations de service d'analyse, dans les domaines de l'hydrologie, de l'environnement, de l'alimentaire, des médicaments et des cosmétiques. En 2003, le CAR a été filialisé par la création d'une société par actions simplifiée à directoire avec la société Carso.

Par **convention de gestion, l'ULP et le CNRS** ont donné la faculté à l'un des deux organismes de gérer l'ensemble des crédits de fonctionnement scientifique ainsi que les activités contractuelles de quatre laboratoires. Deux sont sous mandat CNRS, deux sous mandat ULP. Cette convention s'est appliquée effectivement à partir de 2006, date à partir de laquelle les données consolidées apparaissent dans les comptes.

Les faits marquants relatifs aux **subventions** sont : le transfert des personnels de l'ex chapitre 31-96 (ATER², moniteurs et lecteurs) au 1^{er} janvier 2006, l'achèvement du CPER 2000/2006, et le nouveau contrat quadriennal 2005/2008 dont les premiers versements interviennent en 2005.

¹ Rapport IGAENR (N° 03-071) IGF CGPC.

² Attaché temporaire d'enseignement et de recherche

ANNEXE II- ULP

Les sources d'information sont constituées des entretiens sur place, des comptes financiers et des tableaux d'analyse financière de la DGCP renseignés par l'université. L'audit limité en temps a donc porté essentiellement sur un examen des états financiers synthétiques.

Il faut préciser que les flux financiers entre unités budgétaires sont si importants en nombre et en masse, 11 877 820,17€ en 2006, qu'il a été demandé, pour les quatre années concernées par l'observation, de présenter les données de l'université à partir des comptes de comptabilité générale et non ceux de la comptabilité de l'ordonnateur pour que le calcul de l'EBE soit fiable et exclue les flux entre unités budgétaires, c'est à dire les **prestations internes** transitant par les comptes 186 et 187.

Par ailleurs, un retraitement a été opéré sur les informations de 2006 car l'agent comptable a refusé de prendre en charge les titres de recettes du département de formation permanente (DEPULP) à hauteur de 4,6 M €. Ces titres ont été régularisés et comptabilisés en 2007 mais ils sont relatifs à 2006. Pour ne pas fausser l'analyse et chaque fois que possible, ils ont été retraités pour être comptés au titre de 2006 lors des calculs des soldes de gestion ainsi que ceux des ratios de charges. Cet exercice n'a pas été poursuivi lors de l'analyse sur le bas de bilan.

Deux tableaux de synthèse intitulés « compte de résultat synthétique par les soldes intermédiaires de gestion » et « bilan fonctionnel » sont insérés dans le texte de la présente note. Ils alimentent les commentaires faits sur les différents items et couvrent les quatre années de 2003 à 2006.

Pour faciliter la comparaison ultérieure avec les autres universités de Strasbourg, les ratios sont notés à part et surlignés.

Pour la compréhension de l'histoire financière de l'ULP, l'analyse sera faite d'abord sur l'université, SACD compris puis sur un des SACD, le SAIC dénommé ULP industrie, créé en tant que service à comptabilité distincte en 2004.

ANNEXE II- ULP

I. L'ANALYSE FINANCIERE DE L'ULP

I. 1. Compte de résultat synthétique par les soldes intermédiaires de gestion

Tableau 1 : Compte de résultat de l'ULP

	2003	en % des produits expl	2004	en % des produits expl	2005	en % des produits expl	2006	en % des produits expl
+ Ventes et prestations de services (C.A.)	45 244 574		31 321 223		18 367 107		14 053 832	
+ Production stockée	0		237 046		312 627		200 371	
+ Subventions d'exploitation Etat	26 935 075		26 233 787		31 554 145		30 283 203	
+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et organismes internationaux	4 794 026		5 896 560		4 899 173		5 915 984	
+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	5 673 324		5 900 627		7 486 705		7 387 769	
= Produits d'exploitation	82 646 999		69 589 244		62 619 756		57 841 159	
- Achats	19 849 700	24%	17 115 638	25%	12 110 603	19%	13 931 397	24%
- Services extérieurs	8 101 812	10%	8 105 134	12%	7 191 194	11%	7 626 124	13%
- Autres services extérieurs	11 477 396	14%	11 447 497	16%	10 859 272	17%	10 099 932	17%
<i>- Charges de personnel</i>	<i>34 672 238</i>		<i>28 605 338</i>		<i>23 427 361</i>		<i>27 248 515</i>	
<i>- Impôts, taxes s/ rémunérations</i>	<i>1 902 271</i>		<i>1 441 394</i>		<i>1 051 474</i>		<i>1 393 077</i>	
- Charges de personnel avec impôts et taxes sur rémunérations	36 574 510	44%	30 046 731	43%	24 478 835	39%	28 641 592	50%
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	323 290	0%	220 571	0%	181 255	0%	227 114	0%
= Charges d'exploitation	76 326 707	92%	66 935 572	96%	54 821 158	88%	60 526 159	105%
= EXCEDENT (ou I.) BRUT(e) D'EXPLOITATION	6 320 292	8%	2 653 673	4%	7 798 598	12%	-2 685 000	-5%
+ Reprises sur amortissements et provisions	4 174 939		3 190 692		9 140 900		664 121	
+ Autres produits	6 796 617		8 679 291		6 502 847		4 959 491	
- Autres charges	5 898 994		6 450 716		4 630 891		5 952 797	
- Dot aux amortissements et prov	7 472 283		8 759 773		11 525 256		14 007 473	
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.	5 046 703		6 710 820		7 958 829		8 081 308	
= RESULTAT D'EXPLOITATION	8 967 273	11%	6 023 987	9%	15 245 027	24%	-8 940 349	-15%
+ Produits financiers	794 942		673 756		898 037		1 150 637	
- Charges financières	14 832				6 690		7 073	
= RESULTAT COURANT	9 747 383	12%	6 697 743	10%	16 136 374	26%	-7 796 785	-13%
+ Produits exceptionnels	1 010 315		308 339		125 320		2 417 929	
- Charges exceptionnelles	2 775 446		219 915		129 787		4 594 371	
= RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 765 131	-2%	88 424	0%	-4 467	0%	-2 176 442	-4%
Résultat courant	9 747 383		6 697 743		16 136 374		-7 796 785	
+ Résultat exceptionnel	-1 765 131		88 424		-4 467		-2 176 442	
= RESULTAT NET COMPTABLE	7 982 251	10%	6 786 167	10%	16 131 907	26%	-9 973 228	-17%
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés	0		0		113 949		1	
= RESULTAT NET après impôts	7 982 251	10%	6 786 167	10%	16 017 958	26%	-9 973 229	-17%

ANNEXE II- ULP

La colonne « en % des produits d'exploitation », correspond au montant des charges rapporté aux produits d'exploitation. Ce premier tableau est celui extrait des comptes de l'établissement. Pour l'analyse, le tableau rectifié ci-dessous intègre la recette rejetée.

Tableau 2 : Compte EBE rectifié de l'ULP

	2006 rectifié	en % des produits
+ Ventes et prestations de services (C.A.)	18 653 832	
+ Production stockée	200 371	
+ Subventions d'exploitation Etat	30 283 203	
+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et organismes internationaux	5 915 984	
+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	7 387 769	
= Produits d'exploitation	62 441 159	
- Achats	13 931 397	22%
- Services extérieurs	7 626 124	12%
- Autres services extérieurs	10 099 932	16%
- <i>Charges de personnel</i>	27 248 515	
- <i>Impôts, taxes s/ rémunérations</i>	1 393 077	
- Charges de personnel avec taxes	28 641 592	46%
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	227 114	0%
= Charges d'exploitation	60 526 159	97%
= EXCEDENT (ou I.) BRUT(e) D'EXPLOITATION	1 915 000	3%

I. 2. Le bilan fonctionnel

Tableau 3 : Bilan fonctionnel de l'ULP

	2003	2004	2005	2006
+ Ressources stables				
. Capitaux propres (y c. Prov. pour risques et charges)	327 713 680	337 589 905	348 925 997	343 771 662
. Amortissements et Provisions pr dép	19 668 269	27 086 599	38 063 018	51 524 968
. Emprunts et dettes assimilées	474 953	436 037	361 062	388 560
- Emplois stables (Actif immobilisé brut)	306 875 734	321 023 050	333 581 818	344 434 660
= F.R.N.G	40 981 167	44 089 490	53 768 260	51 250 530
+ Actifs d'exploitation :	33 252 726	31 959 699	32 949 252	35 052 732
- Dettes d'exploitation :	16 028 456	22 346 913	22 284 180	29 339 753
= B.F.R.E	17 224 270	9 612 786	10 665 072	5 712 979
+ Créances diverses :	6 623 606	1 600 741	1 897 180	8 055 288
- Dettes diverses :	2 246 657	1 512 077	685 396	1 061 254
= B.F.R.H.E	4 376 949	88 664	1 211 785	6 994 035
= TRESORERIE	19 379 947	34 388 039	41 891 403	38 543 516

I. 3. La constitution de l'autofinancement

Dans la méthode d'analyse du résultat par les soldes intermédiaires de gestion (SIG), l'excédent brut d'exploitation (EBE) est un indicateur privilégié de la « rentabilité » de l'établissement car il mesure le solde des ressources courantes³ après paiement des achats de fournitures ou de service, des dépenses de personnel et des impôts. Il est indépendant de la politique d'investissement de l'établissement (ne prend pas en compte les charges d'amortissement) et de sa politique financière. Il permet d'évaluer le niveau de maîtrise par l'établissement de sa gestion ordinaire.

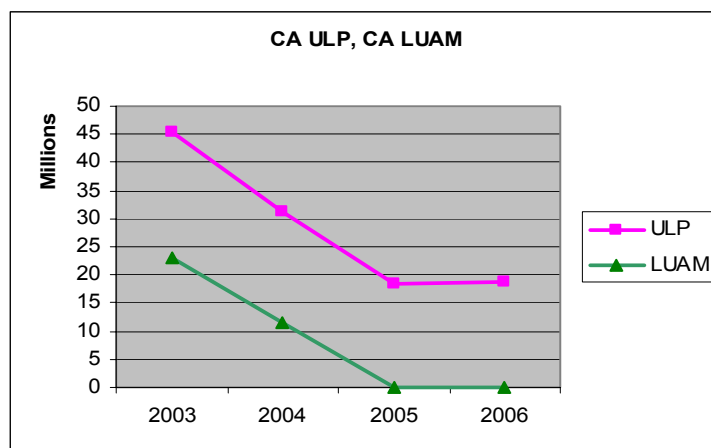
I. 3. 1. La structure des produits d'exploitation montre une proportion moins grande des ressources propres

Les produits d'exploitation diminuent de manière régulière de 2003 à 2006 pour passer de 82 M € à 62 M €, soit une diminution de près de 25 % en quatre ans.

Au sein des produits d'exploitation, les ventes et prestations de services quant à elles ont baissé de près de 60 % depuis 2003. Cette chute du chiffre d'affaires est très fortement corrélée au transfert des laboratoires universitaires (LUAM) dès 2004 et qui s'achève en 2005.

Le tableau ci-dessous de l'évolution du chiffre d'affaires (CA) de l'ensemble de l'ULP, et du chiffre des seuls LUAM (en SACD), traduit cette dépendance.

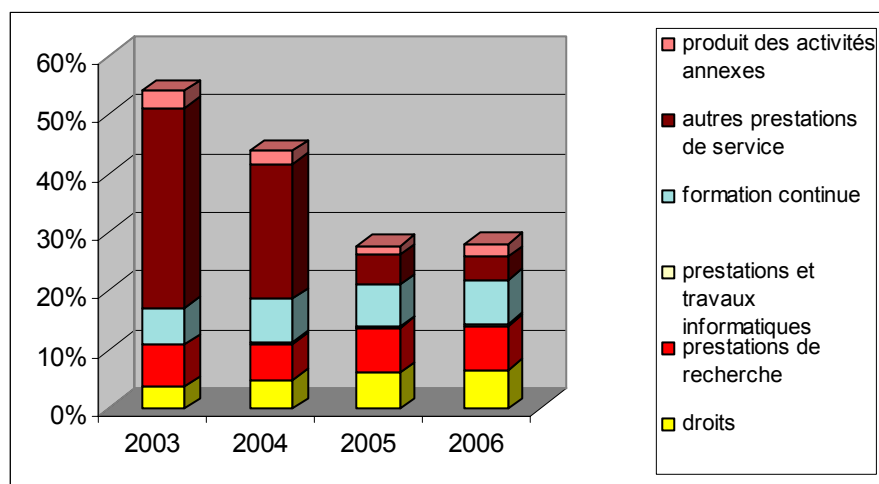
Tableau 4 : Chiffres d'affaires comparés de l'ensemble de l'ULP et des seuls LUAM de 2003 à 2006



L'analyse des différents postes du chiffre d'affaires de l'université (avec SACD) au cours des années 2003 à 2006 confirme la chute du poste « autres prestations de service » (en valeur absolue : 25 M €) ; sa part dans les produits d'exploitation chute de 34 % à 4 %, celle des prestations recherche passe de 7 à 8 %, et celle des droits d'inscription de 4 à 7 % (en raison à la fois de la progression des effectifs et de la réévaluation des droits).

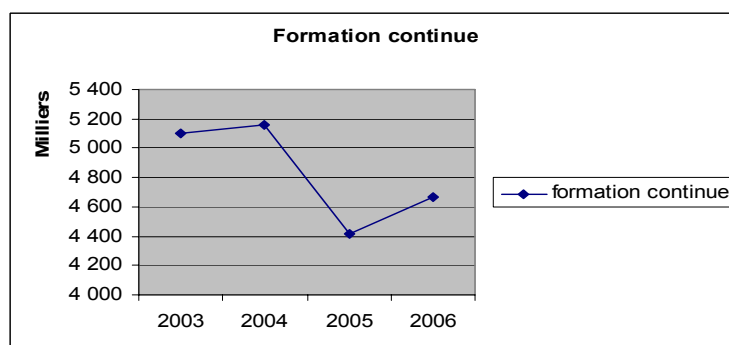
³ Prestations de service, droits d'inscription, subventions.

**Tableau 5 : Evolution de certains postes de ventes et prestations de l'ULP
(en % des produits d'exploitation de l'année)**



Les activités de formation continue présentent des marges de progression, en particulier, sur l'activité non diplômante (stages courts) et sur l'activité congrès. Après avoir atteint un chiffre d'affaire (CA) de plus de 5 M €, les produits du service semblent s'être stabilisés à 4,5 M € et leur part dans les produits d'exploitation à 7 %.

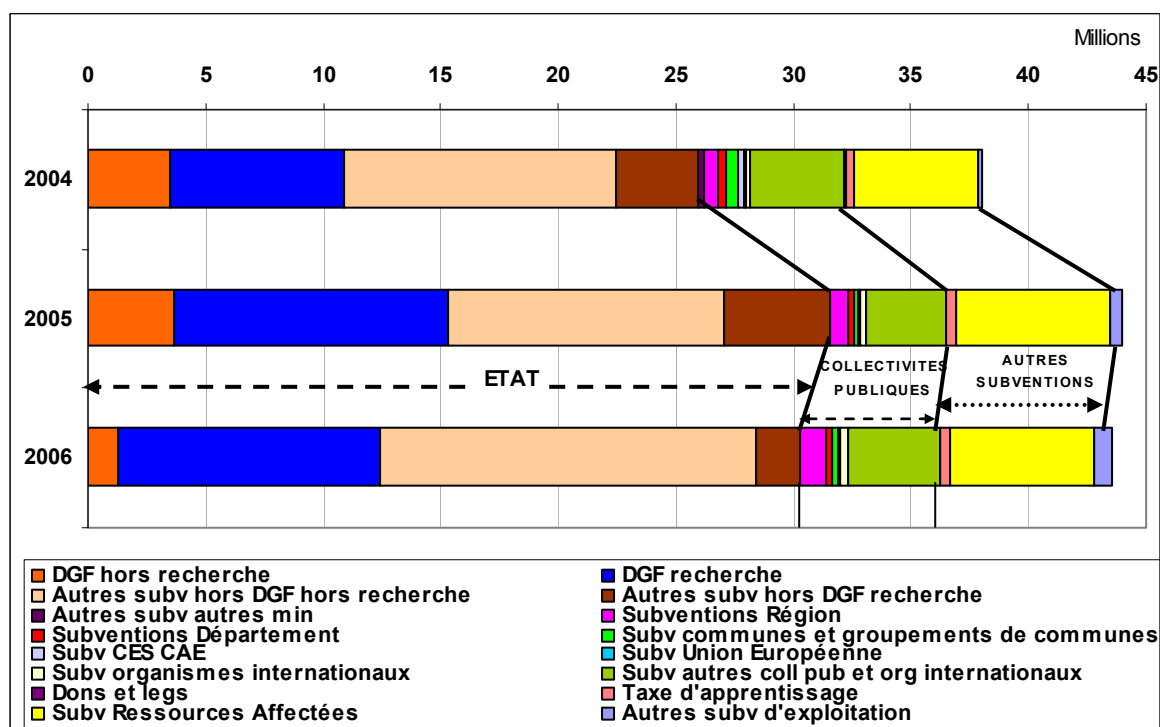
Tableau 6 : Evolution des produits de formation continue de l'ULP



Se montant à près de 38 M € durant les années 2003 et 2004, les subventions se sont élevées à 43 M € en 2005 et 2006 ; la hausse de 2004 à 2005 (avec un montant en valeur absolue identique en 2006) provient essentiellement des subventions recherche et des subventions sur ressources affectées. Le versement du CNRS pour les laboratoires sous mandat de gestion ULP n'intervient qu'en 2006. Parallèlement les subventions des collectivités diminuent avec la fin du contrat de plan Etat-Région. La taxe d'apprentissage se situe à 0,4 M€ depuis 2004.

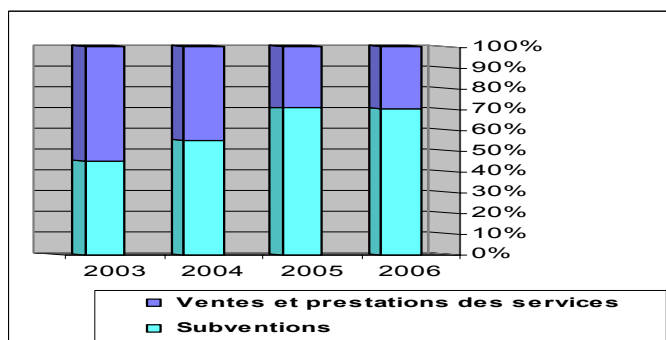
ANNEXE II- ULP

Tableau 7 : Evolution des subventions de l'ULP de 2004 à 2006



En termes de structure, cette évolution fait passer de 45 % en 2003 à 70 % en 2006 la part de subventions dans le montant total des produits d'exploitation de l'ULP.

Tableau 8 : Structure des produits d'exploitation de l'ULP (en pourcentage)



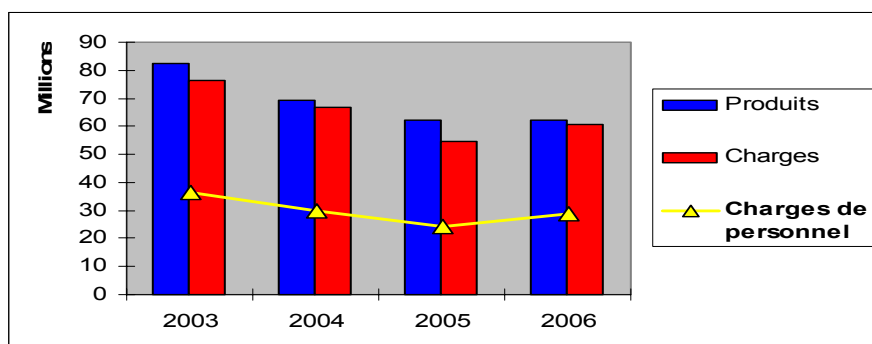
Les ventes et produits de services de l'ULP appellent une vigilance particulière. C'est à ce titre qu'une analyse spécifique d'un des SACD, le SAIC, sera effectuée dans une deuxième partie de cette note.

I. 3. 2. Les charges de personnel augmentent

La variation comparée des produits et des charges d'exploitation par rapport à l'année 2003 fait apparaître une chute des produits plus importante que celle des charges puis une baisse des charges qui compense celle des produits pour se dégrader ensuite en 2006, les produits stagnent alors que les charges augmentent à nouveau. La part de dérive des dépenses de personnel, impôts compris, dans cette dégradation est mesurable par le poids qu'elles représentent dans les charges d'exploitation (avant prise en compte des dépenses de transfert et amortissements), en passant, de 2005 à 2006, de 44,65 % des charges (24,5 M €) à 47,32 % (28,6 M €), alors que les produits stagnent. Cette situation n'est pas uniquement consécutive au transfert de l'ex-chapitre 31-96 (ATER, moniteurs, lecteurs), mais s'explique aussi par la hausse des dépenses de personnel du SAIC⁴. Au sein de ces dépenses, les heures complémentaires auraient plutôt tendance à diminuer, 2,5 M € en 2005, 2,2 M € en 2006.

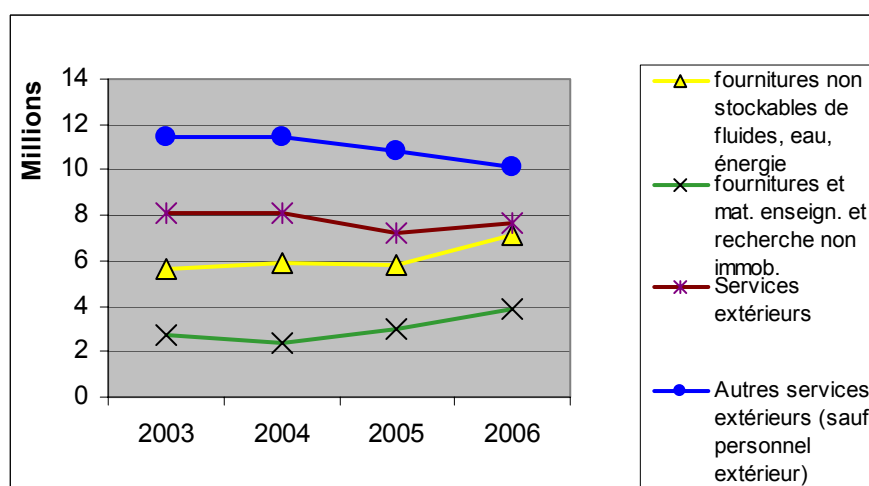
La part des heures complémentaires rapportée aux charges d'exploitation courantes⁵ s'établit à 3 % en 2006.

Tableau 9 : Variation des éléments de l'EBE de l'ULP



Les autres postes de charges dans l'ordre décroissant d'importance sont les autres services extérieurs, les services extérieurs (dont travaux d'entretien et de réparation), les fournitures de fluides puis les fournitures d'enseignement et de recherche.

Tableau 10 : Consommations et services extérieurs



⁴ L'intégration des rémunérations des personnels de recherche des laboratoires universitaires non repris par les HUS sur l'établissement principal hors SACD n'a pas d'effet sur la hausse de ce taux.

⁵ Total des charges d'exploitation : comptes 60 à 65.

ANNEXE II- ULP

Les dépenses d'énergie accaparent de plus en plus de ressources, en 2005, 9 % des produits d'exploitation et 11 % en 2006, les fournitures et matériels d'enseignement et recherche passant de 5 % à 6 % des produits d'exploitation pendant la même période.

La part des fluides rapportée à la surface est de 17€/m² en 2006.

I. 3. 3. L'EBE affiche une évolution heurtée de 2003 à 2006

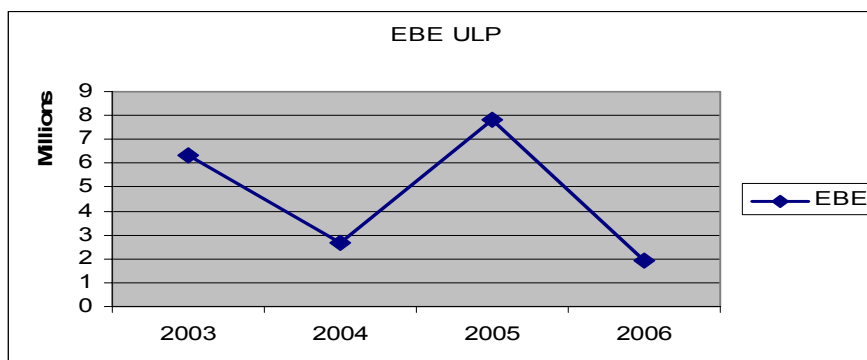
L'excédent brut d'exploitation (EBE) affiche une évolution heurtée sur la période 2003 à 2006 : à hauteur de 6,320 M € en 2003, il diminue de moitié entre 2003 et 2004 pour presque tripler de 2004 à 2005 avant de rechuter en 2006 de 134 % en devenant négatif à - 2,68 M €.

L'agent comptable a refusé de prendre en charge des titres de recettes du DEPULP en 2006, ce qui a eu pour effet de diminuer l'EBE du montant des ordres de recettes rejetés ; sans ce rejet qui a été régularisé en 2007, l'EBE de 2006 aurait terminé en positif à 1,9 M € et la dernière baisse de l'EBE ne serait que de 75 %. L'EBE rectifié se présente comme ci-après.

Tableau 11 : Evolution de l'EBE de l'ULP

	2003	2004	2005	2006	2006 rectifié
EBE	6 320 292	2 653 673	7 798 598	-2 685 000	1 915 000

Tableau 12 : EBE de l'ULP (avec SACD), rectifié pour 2006



La décomposition de l'EBE fait apparaître une situation très contrastée entre l'établissement principal et les SACD de 2005 à 2006.

Tableau 13 : EBE⁶ de l'ULP (établissement principal, SACD)

	Etablissement principal	ULP ind	CDE	LUAM	SIUAPS	SIMPS	TOTAL
2005	6 073 284	1 894 536	97 001	-10 425	-31 596	-27 234	7 995 566
2006	646 858	1 542 220	61 745	268	-78 823	-89 240	2 083 028

⁶ Ce calcul fourni par l'université a été fait en tenant compte des prestations internes (à causes des flux entre l'établissement principal et les SACD) ; le léger décalage entre le total des EBE des services et l'EBE de l'université s'explique par des prestations donnant lieu à des écritures en dépenses sur des comptes contribuant à l'EBE et en recettes sur des comptes contribuant au résultat. La mission a pris en compte le titre rejeté.

Pour l'établissement principal hors SACD, la chute de l'EBE entre 2005 et 2006 provient non pas du niveau des produits d'exploitation qui se maintient vers 55 M € (55,6 M € en 2005, 55 M € en 2006 en intégrant le 4,6 M €), mais de hausses très fortes de certains postes de dépenses ; ainsi, on note + 1,2 M € pour des postes d'énergie (eau, gaz, chauffage réseau), + 0,7 M € pour les fournitures de petit matériel d'enseignement et de recherche, + 3,5 M € de dépenses de personnel (le poste rémunérations avec impôts et taxes passant de 19,2M€ à 22,7M€⁷). Ces hausses n'ont pas été suffisamment compensées par les économies marquées telles celles sur les ordres de mission ou le téléphone. De plus, l'augmentation des dépenses de personnel s'explique pour partie par les dépenses des ATER et moniteurs, mais celles-ci étant équilibrées par une subvention de l'Etat n'influent pas sur l'EBE qui est une soustraction entre produits et charges.

I. 3. 4. L'analyse du résultat d'exploitation

I. 3. 4. 1. Comptes de transfert

Le passage de l'EBE au résultat d'exploitation fait intervenir de nouveaux comptes. En charges comme en produits, apparaissent aux comptes 65 et 75 des sommes dont certaines sont situées en dessous de l'EBE, mais qui pourraient en faire partie, telles que, en charges, les droits et bourses, dont la somme représente par année environ 0,9 M € et, en produits, les droits d'auteur.

Tableau 14 : Comptes de charges 65 de l'ULP

Compte	Libellé compte	2 003	2 004	2 005	2 006
651	Droits d'auteur et reproduction	462 717	550 744	644 679	510 567
6571	Bourses	403 369	448 864	343 924	340 175
6577	Subventions diverses	1 391 924	1 743 070	1 034 369	1 867 603
6583	Annulation titres exercices antérieurs	610 086	1 513 987	386 940	556 780
6587	Prélèvement frais de gestion. Redistribution inter/intra UB	1 821 485	863 796	768 496	351 848
6588	Autres charges diverses de gestion courante	1 209 414	1 213 727	1 238 158	2 325 824
65884	Charges personnels Etat / Fonds de concours		116 528	214 324	
	Total	5 898 994	6 450 716	4 630 891	5 952 797

Les annulations de titres de recettes émis sur les années antérieures sont importantes, en particulier en 2004, en s'élevant à 1,4 M € (titre passé deux fois). Si le titre est relatif à 2003, cela relativise l'EBE élevé.

La pratique des comptes de transfert pour retracer les flux intra groupe est en régression depuis 2003, la technique des comptes 186 et 187 permettant de neutraliser ces opérations en comptabilité.

L'appellation des comptes de charges « divers », « autres » est naturellement vague. Le montant des sommes portées à ces comptes n'étant pas neutre, plus de 2,2 M € au plus bas niveau, mériterait un commentaire (ces comptes pèsent autant que les heures complémentaires ou que les frais de missions). L'augmentation entre 2005 et 2006 est due aux mandats de gestion CNRS (1,03 M € reversé au CNRS).

⁷ Cf. Annexe RH.

Tableau 15 : Comptes de produits 75 de l'ULP

Compte	Libellé compte	2 003	2 004	2 005	2 006
751	Redevance, droits d'auteur	14 943	17 759	7 851	8 181
7583	Annulation de mandats ex antérieurs	71 066	186 814	93 509	182 398
7584	Frais de poursuite et de contentieux	3 793	2 053	2 380	738
7587	Prélèvement, Virements inter/intra UB	1 419 052	257 410	41 652	18 266
7588	Redevances sur locaux	895 334	708 883	1 012 156	1 031 071
75883	Produits de gestion courante activité libérale biologistes Labo. Univ. d'Analyses Médicales	52 951	28 211	121	603
75884	Refacturation de charges courantes à des organismes extérieurs	2 245 626	5 965 923	3 770 080	2 648 304
75888	Autres produits divers de gestion courante	2 093 852	1 512 238	1 575 098	1 069 930
	Total	6 796 617	8 679 291	6 502 847	4 959 491

Globalement, les remarques faites sur les charges de transfert s'appliquent aux comptes de produits. Les redevances pour occupation temporaire de locaux s'élèvent à plus d'1 M € en 2006.

Les produits de transfert sont inférieurs aux dépenses de même nature pour la première fois en 2006, de 0,9 M €.

1. 3. 4. 2. Charges et produits recalculés

En 2004 et 2005, on note des écritures de reprise sur provisions destinées à remettre de l'ordre dans les provisions afin qu'elles respectent la réglementation (une exception : les provisions non réglementaires dans le service à comptabilité distincte LUAM, l'ordonnateur secondaire de droit ne souhaitant pas procéder à la reprise sur provisions constituées pour équipement).

En charges, sont constatées les dotations aux amortissements (la durée des amortissements⁸ a été votée en 2001 et réactualisée en 2005). Leur montant double entre 2003 et 2006 et atteint plus de 14 M € en 2006. En réalité, les 1,9 M € d'amortissements imputés aux LUAM sont exceptionnels car ils concernent une opération de rattrapage d'amortissements.

Tableau 16 : Charges et produits recalculés de l'ULP

Dotations aux amortissements et provisions	2006	2006	Quote part des subventions d'investissement
Etablissement principal	11 505 913	8 081 308	Etablissement principal
ULP ind	529 123	0	ULP ind
CDE	6 944	0	CDE
LUAM	1 928 112	0	LUAM
SIUAPS	26 430	0	SIUAPS
SIMPS	10 952	0	SIMPS
Total	14 007 474	8 081 308	Total

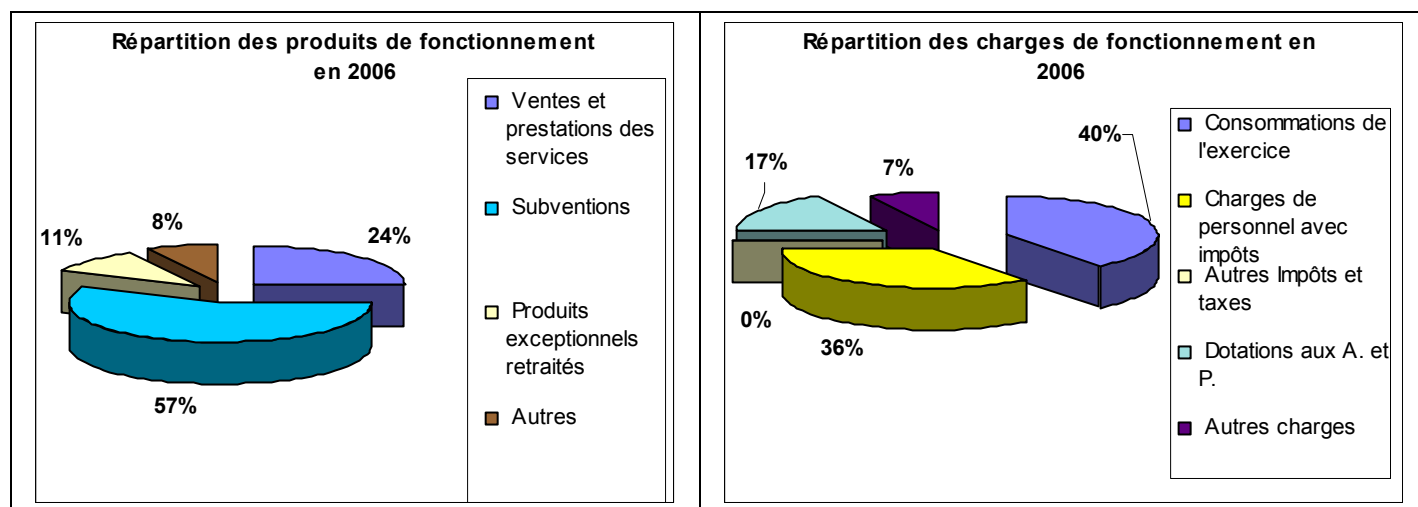
La quote part de subvention d'investissement s'élève à plus de 8 M € en 2006 ; seul l'établissement principal est concerné. Le décalage en produits et charges calculés se monte à 5,9 M €.

Au bilan 2006, l'actif immobilisé brut de l'université atteint 344M€ et les amortissements 51M€.

⁸ Pour les biens acquis par l'ULP (hors SAIC), les durées de 5, 7, 10, 20 ou 30 ans sont établies suivant la nature du bien.

I. 3. 5. La répartition des produits et charges de 2006 concourant au résultat d'exploitation

Tableau 17 : Répartition des produits et charges de l'ULP



Le taux de flexibilité⁹ des recettes est de 24% en 2006.

Tableau 18 : Evolution du résultat d'exploitation de l'ULP

	2003	2004	2005	2006	2006 rectifié
Res d'Exploitation	8 967 273	6 023 987	15 245 027	-8 940 349	-4 340 349

I. 3. 6. L'analyse du résultat courant et du résultat exceptionnel

Tableau 19 : Evolution du résultat du résultat courant de l'ULP

	2003	2004	2005	2006	2006 rectifié
Res d'Exploitation	8 967 273	6 023 987	15 245 027	-8 940 349	-4 340 349
+ Produits financiers	794 942	673 756	898 037	1 150 637	1 150 637
- Charges financières	14 832		6 690	7 073	7 073
= Résultat courant	9 747 383	6 697 743	16 136 374	-7 796 785	-3 196 785

Au titre de 2006, l'ULP enregistre des produits financiers en progression depuis 2004 qui s'élèvent à 1,1 M €.

Tableau 20 : Evolution du résultat exceptionnel de l'ULP

	2003	2004	2005	2006
+ Produits exceptionnels (sauf c/ 776 et 777)	1 010 315	308 339	125 320	2 417 929
- Charges exceptionnelles	2 775 446	219 915	129 787	4 594 371
= Résultat exceptionnel	-1 765 131	88 424	-4 467	-2 176 442

Les années 2003 et 2006 sont marquées en charges exceptionnelles par des sorties d'actifs. Au titre de 2006, on relève des sorties d'actifs des LUAM, 3,6 M € et des parts de la filiale CARSO pour 0,7 M €.

⁹ Rapport des produits 70 et 76 / total des produits des comptes 70 à 76.

ANNEXE II- ULP

Dans les produits exceptionnels figurent en 2006 des produits de cession d'éléments d'actifs dont ceux de la vente aux HUS d'actifs pour 1,3 M € et de la cession de parts de la filiale CAR (0,778 M €).

La somme du résultat courant et du résultat exceptionnel est le résultat net comptable. Il est indiqué ci-dessous après impôts.

Tableau 21 : Evolution du résultat comptable de l'ULP

	2003	2004	2005	2006	2006 rectifié
Rés Net Comptable	7 982 251	6 786 167	16 017 958	-9 973 229	- 5 373 229

Le ratio : résultat / produits d'exploitation¹⁰ est de - 17% en 2006.

Tableau 22 : Résultat net comptable rectifié de l'ULP (établissement principal, SACD)

	Etablissement principal	ULP ind	CDE	LUAM	SIUAPS	SIMPS	TOTAL
2006	445 834	-1 295 273	26 979	-4 522 422	-5 539	-22 808	- 5 373 229

I. 3. 7. La rigidité des charges de fonctionnement dépasserait 80 % dans le cas d'un transfert des crédits de titre II de l'Etat

La rigidité structurelle des charges de fonctionnement retrouve en 2006 le même niveau qu'en 2003, plus de 45 %, alors que les personnels des LUAM ont presque tous été transférés aux HUS (le montant 2006 inscrit ici en produits prend en compte les titres rejetés).

Tableau 23 : Evolution de la rigidité structurelle des charges de fonctionnement 2003-2006 pour l'ULP

	2003	2004	2005	2006
Charges de personnel avec impôts	36 574 510	30 046 731	24 478 835	28 641 592
Montant total des produits d'exploitation	82 626 999	69 589 244	62 619 756	62 441 159
Charges pers /produits	44%	43%	39%	46%

Le taux de rigidité des charges de personnel est de 46% en 2006

Si on calcule le ratio en le rapportant, non pas aux produits d'exploitation qui concourent à l'EBE, mais aux produits d'exploitation (intégrant les autres produits et les quote part de subvention), qui contribuent au calcul du résultat d'exploitation, le taux est de 37 ,61%.

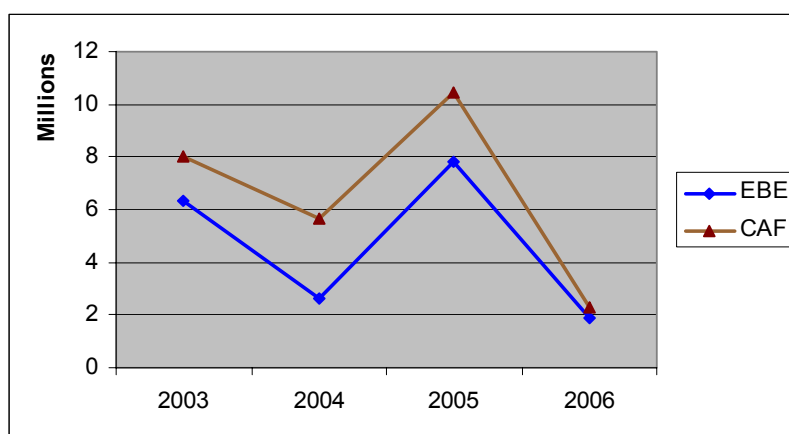
Si le transfert de la masse salariale de l'Etat à l'ULP, nul au niveau budgétaire du fait de la compensation totale, n'affectera pas le résultat, il modifiera en revanche fortement la structure des charges de l'établissement : avec une masse salariale Etat représentant 132 614 600 € en 2006, **la rigidité des charges de fonctionnement de l'établissement par rapport aux ventes et subventions passerait de 46 % à 82,64 % et, si on rapporte les charges de personnel aux produits d'exploitation intégrant les produits de transfert et les produits calculés, de 37,6 % à 77 %.**

Si cette évolution procède d'une modification logique de la structure des charges, elle doit cependant encourager l'ULP à développer ses ressources propres ou des ressources additionnelles afin d'augmenter ses produits de fonctionnement et, au sein de ces derniers, ses marges de manœuvre budgétaires, infléchissant de fait la rigidité structurelle de ses charges.

¹⁰ Concourant à l'EBE.

I. 3. 8. La capacité d'autofinancement diminue fortement en 2006

La capacité d'autofinancement (CAF) correspond à l'excédent brut d'exploitation auquel sont ajoutés les autres produits d'exploitation, retranchées les autres charges d'exploitation, ajoutés les produits financiers, les produits exceptionnels, et déduites les charges du même type. La CAF représente le montant des ressources que l'université réussit à dégager pour financer ses investissements. En passant de l'EBE à la CAF, il faut donc prendre tous les éléments du résultat sauf les produits et charges relatifs aux opérations en relation à terme avec la section d'investissement. **La CAF inscrite en 2006 sur les comptes de l'établissement pour – 2 327 932,40 € devient, corrigée du titre rejeté, une CAF de 2 272 067,60 €.**

Tableau 24 : Evolution comparée pour l'ULP de l'EBE et de la CAF de 2003 à 2006

Après le pic atteint en 2005, la CAF se rapproche de l'EBE, les mouvements de transferts, les mouvements financiers et exceptionnels ne parvenant pas, contrairement aux années précédentes, à redresser cette CAF.

Suivant le niveau de la CAF, le ratio CAF/produits de fonctionnement diminue de 2003 à 2004, puis remonte pour chuter à nouveau en 2006.

Tableau 25 : Evolution de la CAF et du ratio CAF/produits d'exploitation 2003-2006

	2003	2004	2005	2006 rectifié
CAF ou IAF	8 013 176	5 638 233	10 468 401	2 272 067
Montant total des produits expl	82 626 999	69 589 244	62 619 756	62 441 159
Ratio CAF/Produits d'expl	10%	8%	17%	4%

Le ratio CAF/produits d'exploitation est de 4% en 2006

I. 4. Le niveau élevé des investissements se maintient

La dette en capital de l'ULP s'établit au 31/12/2006 à 388 560,28 €¹¹ : 354 554,13 € d'avance remboursable à l'ANVAR et 34 006,15 € à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (aide financière remboursable pour la mise en sécurité d'un local de solvants).

¹¹ Au compte 1674.

ANNEXE II- ULP

Le remboursement n'est que de 1302 € en 2006. L'autofinancement est celui rectifié des titres rejetés.

Tableau 26 : Evolution de l'autofinancement net de l'ULP 2003-2006

	2003	2004	2005	2006
Autofinancement net	7 748 719	5 575 952	10 393 427	2 270 766

L'exercice consistant à rectifier les données de 2006 n'a pas été poursuivi pour l'analyse du FRNG et pour la compréhension du tableau, la CAF inscrite est celle non rectifiée de 2006.

Tableau 27 : Evolution du niveau des investissements 2004-2006

	2004		2005		2006	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Fonds de Roulement au 01/01/N	0	40 981 167	0	44 089 490	0	53 768 260
CAF	0	5 638 234	0	10 468 402		-2 327 932
Flux d'investissements de l'exercice et remboursements de la dette en capital	14 249 257		12 754 849		15 818 177	
Flux de financement de l'exercice		11 719 346		11 965 218		15 628 380
Cumul des Emplois et Ressources	14 249 257	58 338 748	12 754 849	66 523 110	15 818 177	67 068 707
Fonds de Roulement au 31/12/N	0	44 089 491	0	53 768 261	0	51 250 530
Variation du FRNG		3 108 323		9 678 771		-2 517 730

Les investissements se maintiennent à un niveau élevé, financés par les ressources de l'exercice jusqu'en 2005.

Outre la CAF, les ressources d'investissement de l'ULP sont issues :

- des subventions d'investissement répertoriées au compte 13 : passant de 11,6 M € en 2004 à 11,8 M € en 2005 puis à 13,4 M € en 2006, il s'agit de la principale source de financement des investissements de l'établissement ;
- de prélèvements sur fonds de roulement à partir de 2006.

La part d'autofinancement dans l'investissement est de - 15 % en 2006

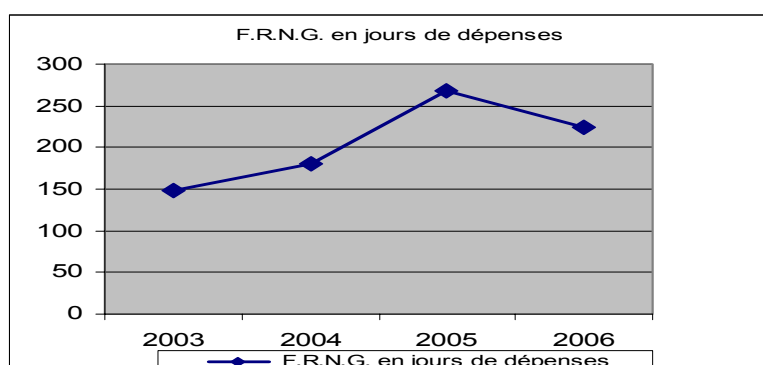
I. 5. L'équilibre financier global montre un niveau de trésorerie encore confortable

I. 5. 1. Le fonds de roulement reste encore satisfaisant

Le fonds de roulement constitue la marge de sécurité financière : il s'obtient –méthode par le haut de bilan- en soustrayant des capitaux propres le montant de l'actif immobilisé. Par le bas de bilan, il correspond à l'excédent de l'actif circulant sur les dettes à moins d'un an.

Tableau 28: Evolution du FRNG de l'ULP de 2003 à 2006

	2003	2004	2005	2006
F.R.N.G.	40 981 167	44 089 490	53 768 260	51 250 530
F.R.N.G. en jours de dépenses	148	181	267	224



Le niveau du fonds de roulement est encore satisfaisant ; il correspond fin 2006 à 224 jours de dépenses globales (dépenses déduction faite des charges « calculées » et des prestations internes).

Le fonds de roulement de l'université se décompose ainsi.

Tableau 29 : FRNG de l'ULP (établissement principal, SACD) 2005 et 2006

	Et pl	ULP ind	CDE	LUAM	SIUAPS	SIMPS	Total
2005	43 376 614	1 504 366	150 888	8 123 941	206 265	406 187	53 768 260
2006	41 138 160	230 705	180 330	9 194 482	172 052	334 800	51 250 530

Il convient en outre de rappeler que ce FRNG est fortement distinct du fonds de roulement disponible, une part importante des crédits affichés étant composée de reports de crédits de recherche laissés à la disposition des composantes et d'investissements immobiliers non encore réalisés.

Au sein de ce FRNG, les provisions pour risques et charges (8 092 170,92 €) et les provisions pour dépréciation des comptes de clients représentent au total 8 874 815 €.

Tableau 30 : Provisions de l'ULP (établissement principal, SACD) en 2006

	Et pl	ULP ind	CDE	LUAM	SIUAPS	SIMPS	Total
2006	626 959	125 375	0	8 121 126	1 354	0	8 874 815

I. 5. 2. Le besoin en fonds de roulement diminue fortement en 2004 avant de se stabiliser ensuite

Le besoin en fonds de roulement est la différence qui apparaît entre les besoins d'exploitation et les ressources d'exploitation.

Tableau 31 : Evolution du niveau de BFRG de l'ULP entre 2003 et 2006

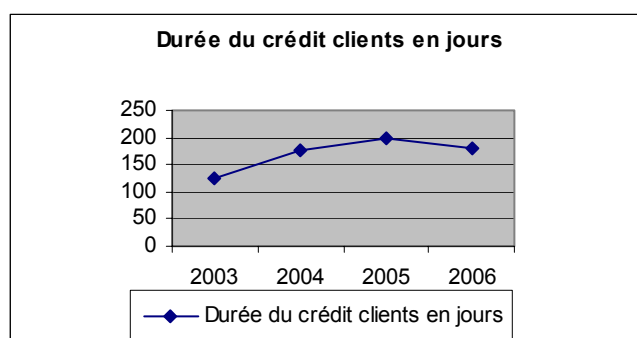
	2003	2004	2005	2006
F.R.N.G.	40 981 167	44 089 490	53 768 260	51 250 530
BFR	21 601 219	9 701 450	11 876 857	12 707 014
BFR en jours de dépenses	78	40	59	56
Ratio BFRG/FRNG	52,71%	22,00%	22,09%	24,79%

Pour le calcul de la durée moyenne du crédit clients (créances clients et comptes rattachés*360/chiffre d'affaires), un retraitement a été opéré. D'une part, le compte « ordres de recettes à recouvrer » a été ajouté, d'autre part, les avances des clients ont été déduites pour le calcul du ratio. Le calcul en jours est fait sur les dépenses globales (dépenses déduction faite des charges « calculées » et des prestations internes).

Le compte « recettes à classer » au 31/12/2006 présente un solde anormalement élevé, de 14,1 M € ; celui-ci comprend 3,473 M € de recettes du Depulp déjà encaissées sur les 4,6 M € de titres rejetés, ainsi qu'un encaissement des hôpitaux en 2004 de 1,4 M € et en 2005, de 3,8 M €. Cette somme de 5,2 M € n'a pas été déduite par l'université d'un reste à recouvrer que l'ULP attend des hôpitaux depuis 2004 à hauteur de 8,03 M €, en raison d'un contentieux. Les 5,4M€ de recettes à classer restantes se répartissent en 4,3M€ au titre des contrats et 1,1M€ pour lesquels se présentent des « difficultés d'imputation » (82% des 1,1M€ se rapportent à 2006).

Pour le calcul de la durée du crédit clients, il a été tenu compte des sommes du Depulp et des HUS. La valeur de ce ratio, toute relative, traduit, dans sa tendance, une légère amélioration du délai clients à l'ULP.

Tableau 32 : Durée du crédit clients entre 2003 et 2006



La durée moyenne du crédit clients est de 180 jours en 2006.

Le degré¹² de réalisation des ressources affectées est de 1,1 en 2006.

¹² Solde des produits à recevoir sur ressources affectées / solde des charges à payer sur ressources affectées.

I. 5. 3. Le niveau de trésorerie reste encore suffisant**Tableau 33: Evolution du niveau de trésorerie entre 2003 et 2006**

	2003	2004	2005	2006
Trésorerie	19 379 948	34 388 041	41 891 403	38 543 516
Trésorerie en jours de dépenses	70	141	208	168

La trésorerie de fin de mois n'a jamais été inférieure à 32 M € en 2006.

L'ULP possède cinq services à comptabilité distincte ; la liaison des opérations de trésorerie est assurée par les comptes 185. Ces comptes se présentent comme suit.

Tableau 34: Evolution du niveau de « trésorerie » des SCD en 2005 et 2006

SACD	2005	2006
SAIC	-961 483	-1 937 071
CDE	74 772	154 418
LUAM	4 387 210	5 761 778
SIUAPS	89 802	71 487
SIMPS	297 300	276 656

La situation fragile du SAIC est examinée ci après.

ANNEXE II- ULP

II. L'ANALYSE FINANCIERE DU SAIC, ULP INDUSTRIE

II. 1. Compte de résultat synthétique du SAIC par les soldes intermédiaires de gestion

Tableau 35: Compte de résultat du SAIC de 2004 à 2006

	2004	en % des produits expl	2005	en % des produits expl	2006	en % des produits expl
+ Ventes et prestations de services (C.A.)	4 763 103		5 803 638		5 904 549	
+ Production stockée	237 046		312 627		200 371	
- Achats	585 452	9%	1 069 807	12%	1 246 152	13%
- Services extérieurs	252 392	4%	504 014	5%	445 500	5%
- Autres services extérieurs	578 223	9%	943 420	10%	945 256	10%
= VALEUR AJOUTEE	3 584 082		3 599 024		3 468 012	
+ Subventions d'exploitation Etat	302 000		191 528		75 000	
+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et organismes internationaux	70 000		3 103		18 426	
+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	1 275 621		2 939 681		3 403 492	
= Produits d'exploitation	6 647 770		9 250 578		9 601 838	
- Charges de personnel	2 753 875		4 773 354		5 340 718	
- Impôts, taxes s/ rémunérations	38 687		64 335		67 393	
- Charges de personnel avec taxes	2 792 562	42%	4 837 690	52%	5 408 111	56%
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	320	0%	1 111	0%	14 600	0%
= Charges d'exploitation	4 208 949	63%	7 356 041	80%	8 059 618	84%
= EXCEDENT (ou I.) BRUT(e) D'EXPLOITATION	2 438 821	37%	1 894 536	20%	1 542 220	16%
+ Reprises sur amortissements et prov			7 756		246 481	
+ Autres produits	1 540 950		1 721 805		1 474 007	
- Autres charges	1 983 386		2 878 867		3 982 682	
- Dot aux amortissements et prov	149 811		426 286		529 123	
+ Quote-part des subv. d'inv.						
= RESULTAT D'EXPLOITATION	1 846 574	28%	318 945	3%	-1 249 098	-13%
+ Produits financiers						
- Charges financières						
= RESULTAT COURANT						
+ Produits exceptionnels					11	
- Charges exceptionnelles			17 852		46 185	
= RESULTAT EXCEPTIONNEL	0		-17 852		-46 174	
Résultat courant	1 846 574	28%	318 945	3%	-1 249 098	-13%
+ Résultat exceptionnel	0		-17 852		-46 174	
= RESULTAT NET COMPTABLE	1 846 574	28%	301 093	3%	-1 295 272	-13%
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés	0		113 949		1	
= RESULTAT NET après impôts	1 846 574	28%	187 144	2%	-1 295 273	-13%

II. 2. Le bilan fonctionnel synthétique

Tableau 36: Bilan du SAIC de 2004 à 2006

	2004	2005	2006
+ Ressources stables			
. Capitaux propres (y c. Prov. pour risques et charges)	2 022 582	2 618 313	1 292 334
. Amortissements et Provisions pr dép	69 373	336 279	837 454
. Emprunts et dettes assimilées			
- Emplois stables (Actif immobilisé brut)	636 256	1 450 226	1 899 083
= F.R.N.G	1 455 700	1 504 366	230 705
+ Actifs d'exploitation :	6 652 049	8 711 395	10 238 834
- Dettes d'exploitation :	6 105 673	6 071 881	7 790 745
= B.F.R.E	546 376	2 639 514	2 448 089
+ Créances diverses :	2 342	39 159	240 279
- Dettes diverses :	116 528	214 324	521 592
= B.F.R.H.E	-114 186	-175 166	-281 313
= TRESORERIE	1 023 510	-959 983	-1 936 071

II. 3. La constitution de l'autofinancement

II. 3. 1. La structure d'exploitation présente une augmentation des produits due à celle des subventions

La croissance des produits d'exploitation, de 44 % en trois ans, est forte de 2004 à 2005, 39 %, plus modérée de 2005 à 2006 à 4 %. Les ventes et prestations croissent de 22 % de 2004 à 2005 pour stagner ensuite pendant que les subventions (gérées en ressources affectées essentiellement) augmentent de 90 % entre 2004 et 2005, de 11 % ensuite.

II. 3. 2. Les dépenses de personnel correspondent à 56 % des produits d'exploitation en 2006

Les charges d'exploitation augmentent de 91 % de 2004 à 2006 et au sein de ces dépenses, celles de personnel atteignent 94 % d'augmentation pour accaparer en 2005 52 %, en 2006 56 % des produits d'exploitation.

II. 3. 3. De l'excédent brut d'exploitation au résultat : une chute de plus en plus marquée

L'excédent brut d'exploitation diminue pour ne plus représenter que 16 % des produits d'exploitation en 2006, contre 37 % en 2004.

Le calcul du résultat fait intervenir les amortissements¹³ qui augmentent de 230 % de 2004 à 2005 et de 82 % de 2005 à 2006 mais l'intervention des comptes 65 et 75, (dont ceux liés aux relations du SAIC avec l'ULP ou les autres unités budgétaires : comptes de prélèvements pour frais de gestion, virement inter/intra UB...) font chuter le résultat, les dépenses l'emportant sur les produits.

¹³ L'amortissement pratiqué est l'amortissement dégressif. Pour une durée de vie supérieure à 6 ans, le coefficient est de 2,25.

Durée de vie du bien	Coefficients fiscaux
3 et 4 ans	1,25
5 et 6 ans	1,75

ANNEXE II- ULP

Tableau 37 : Provisions et amortissements du SAIC de 2004 à 2006

Compte	2004	2005	2006
Provisions	80 438	197 136	111 272
Amortissements	69 373	229 149	417 851
Total	149 811	426 286	529 123

Les « autres produits », représentent en 2004 23 %, en 2005 19 %, et en 2006 15 % des produits d'exploitation. Les « autres charges », rapportées aux charges d'exploitation atteignent des proportions bien supérieures, pour les mêmes années, 47 %, 39 % et 49 %. La balance des échanges avec les autres UB est de moins en moins favorable au SAIC.

Tableau 38 : EBE et résultat du SAIC de 2004 à 2006

	2004	2005	2006
EBE	2 438 821	1 894 536	1 542 220
Résultat exploitation	1 846 574	318 945	-1 249 098
Résultat après impôts	1 846 574	187 144	-1 295 273

Des impôts ont été payés, mais uniquement en 2005 pour 113 949 € (9 427€ au titre de 2004 et 104 522€ au titre de 2005).

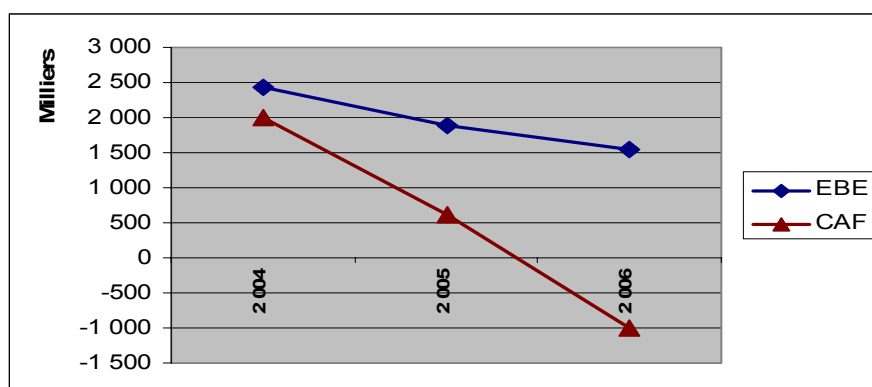
II. 3. 4. La capacité d'autofinancement s'effondre

La capacité d'autofinancement termine l'année 2006 en insuffisance.

Tableau 39 : Evolution de la CAF et du ratio CAF/produits d'exploitation 2004-2006

	2004	2005	2006
CAF	1 996 384,46	616 195,37	-993 459,65
Montant Produits expl	6 647 770,02	9 250 577,52	9 601 838,06
Ratio CAF/Produits d'expl	30%	7%	-10%

Tableau 40 : Evolution comparée de l'EBE et de la CAF du SAIC 2004-2006



La CAF accentue la chute de l'EBE par les mouvements de transferts et les mouvements exceptionnels.

Suivant le niveau de la CAF, le ratio CAF/produits de fonctionnement diminue de 40 points de 2003 à 2006.

II. 4. Les investissements se ralentissent

Tableau 41 : Evolution du niveau des investissements 2004-2006

	2004		2005		2006	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
Fonds de Roulement au 01/01/N	0		0	1 455 700	0	1 504 366
CAF	0	1 996 384	0	616 195		-993 460
Flux d'investissements de l'exercice et remboursements de la dette en capital	636 256		824 491		481 557	
Flux de financement de l'exercice		95 571		256 962		201 356
Cumul des Emplois et Ressources	636 256	2 091 955	824 491	2 328 857	481 557	712 262
Fonds de Roulement au 31/12/N	0	1 455 700	0	1 504 366	0	230 705
Variation du FRNG		1 455 700		48 666		-1 273 660

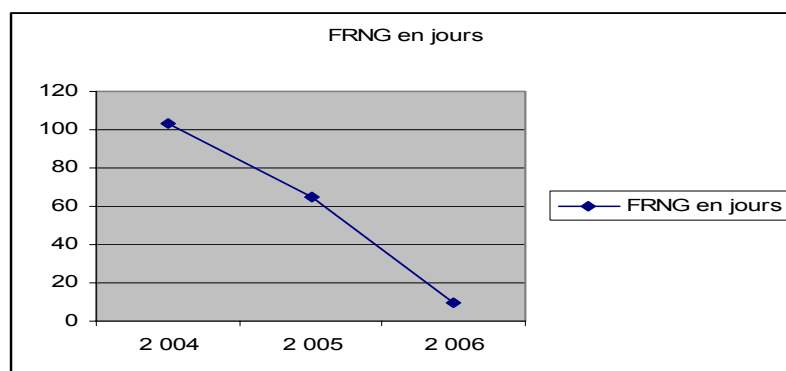
En 2006, des acquisitions sont effectuées à hauteur de 481 557 €, financées par des capitaux propres pour 201 356 €. Le SAIC étant en IAF de 993 460 € fait chuter le FRNG de 1 273 600 €.

II. 5. Les capacités de trésorerie sont épuisées

II. 5. 1. Le fonds de roulement ne correspond plus qu'à neuf jours de fonctionnement

Tableau 42: Evolution du FRNG entre 2004 et 2006

	2004	2005	2006
F.R.N.G.	1 455 700	1 504 366	230 706
F.R.N.G. en jours de dépenses	103	65	9



Les provisions pour dépréciation des comptes de clients s'élèvent à 125 375,35 €.

II. 5. 2. Le besoin en fonds de roulement diminue fortement en 2004 pour rester constant ensuite

Tableau 43 : Evolution du niveau de BFRG entre 2004 et 2006

	2004	2005	2006
F.R.N.G.	1 455 700	1 504 366	230 706
BFR	432 190	2 464 348	2 166 776
BFR en jours de dépenses	31	107	89
Ratio BFRG/FRNG	29,69 %	163,81 %	939,20 %

Le montant du BFR est presque multiplié par 5 (470,20 %) entre 2004 à 2005 pour diminuer de 12,08 % de 2005 à 2006.

Le délai clients a tendance à s'améliorer en passant de 74 jours en 2004, puis à 89 et enfin à 53 jours en 2006. Le degré de réalisation des ressources affectées¹⁴ se détériore en passant de 0,88 en 2004 à 1,12 en 2005 puis 1,13 en 2006.

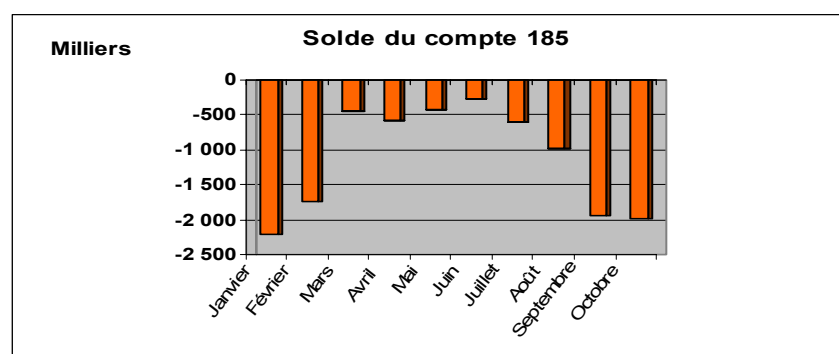
II. 5. 3. La trésorerie devient négative

Tableau 44 : Evolution du niveau de trésorerie entre 2004 et 2006

	2004	2005	2006
Trésorerie	1 023 509,63	- 959 982,77	-1 936 070,81
Trésorerie en jours de dépenses	73	-42	-79

La « trésorerie » de fin de mois n'a jamais été positive depuis octobre 2005. A la date de la visite, en novembre, le déficit de trésorerie est de près de 2 millions ; l'instruction codificatrice N° 00-076-M93 du 21 septembre 2000¹⁵ précise que le solde du compte de liaison 185 ne devrait jamais être créditeur dans les écritures du SACD. Ce niveau négatif, qui peut se concevoir de manière temporaire dans la mesure où l'ULP assure la couverture financière du SAIC, dure depuis deux ans ; l'université doit prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation.

Tableau 45 : Evolution du niveau de trésorerie en 2007



Le redressement de la situation du SAIC doit intervenir avant la création de l'université de Strasbourg.

¹⁴ Ratio : solde des produits à recevoir sur ressources affectées / solde des charges à payer sur ressources affectées.

¹⁵ Tome III, vol 2, p 299

Conclusion

Les indicateurs, qui servent à mesurer la performance de la gestion, à quelque niveau qu'ils se situent dans les paliers de l'analyse financière, font paraître, entre 2003 et 2006, en valeur absolue, des signes de dégradation : l'excédent brut d'exploitation perd 4,4 M €, le résultat d'exploitation 13,2 M €, et le résultat courant, 12 M €. L'historique de l'information financière et son analyse éclairent certaines variations des volumes gérés. Cependant il subsiste des points de fragilité que l'université se devra de maîtriser.

On remarque des difficultés à contenir certaines dépenses ; les achats, mais aussi les dépenses de personnel, subissent une très forte augmentation. Le rapport du compte financier fait état de ce constat en 2006. La pratique consistant, pour les charges calculées, à financer la dotation aux amortissements par prélèvement sur le fonds de roulement (pour la partie supportée réellement par le budget et non compensée par un « amortissement de la subvention »), ne conduit pas l'université à constituer la thésaurisation indispensable au financement de ses projets d'investissement.

La faible contrainte pesant actuellement sur les dépenses s'explique par le recours possible au fonds de roulement qui, à la date de 31/12/2006, était encore à un niveau satisfaisant. La gestion du passé, notamment des laboratoires, est encore perceptible, en particulier au travers d'éléments surprenants relatifs aux comptes de tiers. Il est impératif d'apurer tous les comptes avant d'intégrer la nouvelle université de Strasbourg.

Il est paradoxal de constater que la trésorerie de l'université reste au fil des ans à un niveau confortable en dépit des prélèvements sur fonds de roulement autorisés chaque année. Force est de constater par les comptes de bilan, que l'utilisation de ces autorisations de dépenses ne se révèle *in fine* que partielle. L'ULP ne peut pas continuer à manœuvrer comme c'est le cas actuellement dans la gestion des reports, entre des fonds de roulement « positifs » et des fonds de roulement « négatifs » ; elle ne peut avoir en référence que le fonds de roulement comptable, se rappelant que la gestion se doit d'être toujours en adéquation avec la comptabilité pour assurer la pérennité des activités, leur lisibilité et leur cohérence, la comptabilité donnant la vision économique de la politique menée par l'université.

Quant au service d'activités industrielles et commerciales - ULP industrie-, il abrite pour l'instant des comptes de valorisation pour un ensemble d'interlocuteurs sans être pleinement porteur de la politique de valorisation. Les problèmes que ce service rencontre, faut d'être réglés rapidement, pourraient constituer un obstacle à la certification des comptes de l'université.

PLAN D'ACTION PROPOSÉ POUR LES FONCTIONS BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE

A = Pré-requis à l'acquisition de nouvelles compétences

B = Actions devant être conduites à court terme

C = Actions à conduire à moyen terme

Objectifs recherchés	Actions à conduire	Degré de priorité
Accompagner l'approche budgétaire d'une analyse économique	Utiliser les analyses financières rétrospectives comme outils d'anticipation des risques et de prospective décisionnelle.	A
	Se doter de capacités de projections financières à moyen terme pour assurer la pérennité des activités.	A
Doter l'ULP d'une organisation plus efficiente	Mieux répartir les compétences financières.	A
	Signer et traduire dans les faits la convention partenariale avec la TG prévoyant l'instauration d'un contrôle hiérarchisé de la dépense.	B
	Construire avec l'aide de la TG un contrôle partenarial avec l'ordonnateur portant sur la paye.	A
Inscrire l'université dans une démarche de performance et de pilotage stratégique	Dynamiser le dialogue budgétaire et l'inscrire dans une logique objectifs/moyens/résultats.	A
	Stabiliser le budget de gestion de l'université et des services à comptabilité distincte et le mettre au service du pilotage.	A
	Mettre en place effectivement le contrôle de gestion.	B
Renforcer la qualité des prévisions budgétaires	Systématiser l'anticipation de l'impact budgétaire des décisions de gestion dans l'exercice de prévision.	A
	Assainir la gestion des reports.	A
Mettre en place un dispositif de pilotage budgétaire	Analyser l'exécution infra-annuelle du budget.	A
Renforcer la qualité de l'information financière	Faire aboutir le projet de comptabilité analytique des coûts.	C
Renforcer la qualité de la tenue de la comptabilité	Lisser les opérations d'ordonnancement pour éviter les concentrations excessives en fin d'exercice.	A
	Respecter la réglementation des droits constatés et le principe d'indépendance des exercices.	A
	Remettre à plat la comptabilité de haut de bilan et améliorer les pratiques actuelles d'amortissement.	A
	Etablir un plan d'apurement des dettes et des créances des exercices antérieurs.	A
	Ramener la gestion du service d'activités industrielles et commerciales à l'équilibre.	A